



Conseil économique et social

Distr. générale
19 octobre 2009
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2010

25 janvier-3 février 2010

Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008, présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. American Jewish Committee	2
2. Association pour les droits de la femme et le développement	5
3. International Justice Mission	8
4. Mata Amritanandamayi Math	11
5. Peace Worldwide	14
6. Centre philippin d'information sur les droits de l'homme	18

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. American Jewish Committee

(Statut consultatif spécial : 1997)

I. Introduction

Objectifs de l'organisation : Fondé en 1906, l'American Jewish Committee (AJC) s'est donné pour mission de participer à l'instauration d'un monde plus pacifique, plus humain et plus juste pour tous. Il promeut les droits fondamentaux de chacun, en tous lieux, ainsi que les droits et les libertés des Juifs du monde entier, et s'emploie à supprimer toutes les formes d'intolérance et de discrimination, notamment l'antisémitisme. Il favorise l'harmonie et l'entente entre les groupes religieux, ethniques, raciaux et sociaux à l'échelon international. Il s'emploie à améliorer les rapports humains, à faire progresser la justice et à plaider en faveur de l'élaboration et de l'application des normes de l'ONU, qui constituent le meilleur moyen de promouvoir le progrès social et l'amélioration des niveaux de vie dans le cadre d'une plus grande liberté.

Principaux faits nouveaux : a) Au cours de la période considérée, l'AJC a élargi ses domaines d'action en élaborant un vaste programme centré sur le respect de l'environnement et en se dotant de nouveaux instituts s'intéressant à l'Afrique et à l'Amérique latine. Il a intensifié ce programme à la suite de l'appel lancé le 3 mai 2007 par le Secrétaire général, M. Ban Ki-Moon, qui a salué la contribution apportée depuis longtemps par l'AJC à « une mission commune de défense de la dignité humaine », constatant cependant avec inquiétude que « les efforts menés au niveau international pour lutter contre les changements climatiques sont insuffisants ». Le Secrétaire général a incité l'AJC à se saisir de ce problème, indiquant que celui-ci avait « un rôle important à jouer concernant tous les aspects de cette question ». À la suite de cette intervention, l'AJC a appelé les États à adopter des politiques énergétiques nouvelles et globales se fondant davantage sur les sources d'énergie de substitution. Pour montrer l'exemple, l'AJC a mis en place une prime pour véhicule propre visant à inciter ses employés à acheter des véhicules à faible consommation d'énergie et respectueux de l'environnement. En outre, l'AJC a demandé un « label vert » pour son siège national, et invite les autres organisations non gouvernementales basées en zone urbaine à obtenir une certification analogue; b) entre 2005 et 2008, l'AJC a noué de nouveaux partenariats avec des communautés et des organisations juives au Chili, en Colombie, en Estonie, en Lettonie et en Roumanie, ainsi qu'avec le Conseil central des communautés juives de Grèce, la Communauté juive marocaine, l'Asociación Juda del Perú (Pérou), la Comunidade Israelita de Lisboa (Portugal) et la Fédération suisse des communautés israélites. De plus, durant cette période, il a noué des partenariats avec la Fédération canadienne des étudiants juifs, le Congrès juif eurasiatique et la Federación Universitaria Sionista Latinoamericana.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : Des représentants de l'AJC ont participé à des réunions de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement durable et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au Siège de l'ONU, à New York, et à des réunions du Conseil des droits de l'homme

et du Comité contre la torture à Genève. L'AJC était présent aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York et ses représentants ont insisté sur la nécessité de faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes et l'accès universel des femmes à l'éducation en abrogeant les lois discriminatoires à l'encontre des femmes, comme le prévoient les conclusions des conférences de Beijing et de Beijing+5. De plus, en août 2008, l'AJC a organisé à New York une manifestation spéciale pour inviter les États-Unis à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes qui a dirigé la publication de l'ouvrage *The Circle of Empowerment: Twenty-five years of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women* (Le cercle de l'émancipation : vingt-cinq ans d'existence du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) a pris la parole à cette occasion. Étaient également présents 9 autres membres du Comité, plus de 100 défenseurs des droits de la femme et partisans de la ratification ainsi que des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

2005 : En mai, l'AJC s'est associé à la Fondation pour les Nations Unies pour faire venir une délégation internationale composée de 50 personnalités juives de 24 pays au Siège de l'ONU afin qu'ils y examinent avec des fonctionnaires de l'Organisation la réforme de l'ONU, la prévention du génocide, les droits de l'homme et l'intolérance. Ces personnalités ont été reçues par le Secrétaire général adjoint à l'information et le Secrétaire général. En août, des bénéficiaires du programme de bourses Goldman de l'AJC ont participé au Siège de l'ONU à un programme spécial sur les questions relatives à l'ONU organisé par le Département de l'information. En outre, des représentants de l'AJC ont assisté aux travaux de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, à New York, et participé à d'autres réunions et séminaires officiels de l'ONU avec les délégués de la Troisième Commission. L'AJC participe activement aux programmes éducatifs que l'ONU organise pour inculquer le souvenir de l'Holocauste aux générations futures afin d'empêcher de nouveaux génocides. En plus d'envoyer des représentants à ces réunions, l'AJC a publié de courts articles soulignant l'importance de ces programmes.

L'AJC est membre du Conseil des organisations de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies et siège au Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur le Conseil de sécurité, qui est basé à New York. Une fois par an, des représentants de l'AJC rencontrent les chefs d'État, ministres des affaires étrangères et autres dirigeants de 50 à 60 États Membres de toutes les régions du monde à l'occasion de leur participation au débat général de l'Assemblée générale.

L'AJC a contribué à hauteur de 10 000 dollars au financement des activités menées en Afrique par le Programme alimentaire mondial.

2006 : En mai, le Secrétaire général, Kofi Annan, s'adressant aux membres de l'AJC réunis à Washington, a rappelé que l'AJC était présent à la création de l'ONU à San Francisco et souligné que son Institut Jacob Blaustein pour la promotion des droits de l'homme (Jacob Blaustein Institute for the Advancement of Human Rights) continuait de jouer « un rôle crucial dans les travaux menés par l'ONU en matière

de droits de l'homme ». Il a demandé à l'AJC d'engager les États-Unis et d'autres pays à demander à devenir membres du Conseil des droits de l'homme nouvellement créé, ce que l'AJC a fait en leur adressant de nombreuses communications en ce sens. Il a également incité l'AJC à intensifier ses activités de prévention du génocide. Pendant la période à l'examen, l'Institut Jacob Blaustein a donc travaillé en étroite collaboration avec les services du Conseiller spécial pour la prévention du génocide. Il a organisé à New York plusieurs réunions d'experts avec le Conseiller spécial ainsi qu'avec son prédécesseur et d'autres experts et titulaires de mandats pour examiner cette importante question et étudier les fondements normatifs de ce mandat.

2007 : Au mois de mars, l'Institut pour l'Afrique de l'AJC a organisé un débat à l'occasion de la nomination de M^{me} Asha-Rose Migiro au poste de Vice-Secrétaire générale de l'ONU. M^{me} Migiro y a évoqué les problèmes auxquels l'Afrique faisait face en matière de développement et d'éducation, insistant sur l'aide que l'AJC pouvait apporter à l'ONU pour promouvoir l'enseignement universel, la protection de l'environnement, l'éradication de la misère, l'égalité des sexes et la mise en place d'institutions nationales efficaces. Par la suite, l'AJC s'est employé à appeler l'attention sur ces questions en organisant des réunions et des débats entre experts. Ainsi, son institut pour l'Afrique a organisé à New York une réunion avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Sierra Leone sortant afin d'évoquer avec lui les politiques et pratiques qu'il fallait mener pour réaliser ces objectifs en Sierra Leone à l'issue du conflit.

2008 : a) En octobre, un représentant de l'AJC a participé à un séminaire sur les articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques organisé à Genève par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; b) toujours en octobre, l'AJC a organisé une rencontre avec la Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, de passage à New York, à sa demande; c) en mars, l'AJC a organisé à New York une réunion au cours de laquelle les organisations non gouvernementales et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ont examiné des enseignements tirés de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et en quoi ces enseignements pouvaient aider les organisations non gouvernementales à préparer la conférence d'examen. L'AJC a exprimé son soutien à la proposition du Secrétaire général visant à réformer la Commission des droits de l'homme et à créer le Conseil des droits de l'homme. L'Institut Jacob Blaustein a organisé un séminaire sur les procédures d'évaluation réciproque, invitant à New York des experts de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour y examiner avec les membres de la Troisième Commission de l'Assemblée générale les moyens qui permettraient de rendre ces procédures à la fois efficaces et justes pour tous les États. Il a également organisé un programme sur les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et la façon dont ces procédures spéciales pourraient être réformées et rationalisées dans le cadre du Conseil des droits de l'homme. Plusieurs titulaires de mandats relatifs aux droits de l'homme ont participé à cette manifestation.

2. Association pour les droits de la femme et le développement

(Statut consultatif spécial : 1997)

I. Introduction

Objectifs de l'organisation : L'Association pour les droits de la femme et le développement a connu un certain nombre de changements au cours de ses 25 années d'existence, qu'il s'agisse de sa structure interne ou des modalités de son action en faveur des droits des femmes du monde entier. L'ONU a toujours joué un rôle crucial à cet égard, comme espace de démocratie et comme organisation défendant et garantissant les droits de la femme. L'Association a tiré un grand parti de son statut consultatif général, participant aux grandes manifestations et aux principaux débats. Elle espère conserver ce statut et pouvoir ainsi continuer de contribuer aux travaux du Conseil économique et social et, plus généralement, de l'ONU. Ce rapport sur les travaux qu'elle a menés de 2005 à 2008, montre en quoi son organisation interne a évolué et comment elle a contribué aux activités des Nations Unies pendant la période considérée.

En 2005, l'Association a entamé un ambitieux processus de réflexion stratégique, demandant à son personnel, à ses partenaires et à son conseil d'administration de réfléchir ensemble à son ambition, à sa mission et à ses objectifs stratégiques. Au début de 2006, elle a adopté son plan stratégique pour 2006-2010, améliorant et remaniant sa structure et prévoyant une expansion de son personnel et de ses bureaux dans le Sud. Ce plan, qui se fonde sur les connaissances acquises par l'organisation et sur son positionnement unique, est un document évolutif, appelé à être révisé et adapté en fonction des besoins. Dans ce cadre, l'Association a revu sa mission, son ambition et ses objectifs pour tenir compte de l'évolution de son environnement et de ses connaissances. Sa mission est de « faire entendre la voix et renforcer l'impact et l'influence des défenseurs des droits de la femme et des organisations et mouvements de défense des droits de la femme au niveau international, pour obtenir des avancées concrètes sur le plan de ces droits ». Elle s'emploie à accomplir cette mission en réalisant quatre objectifs interdépendants : a) connaître et comprendre les forces, les grandes tendances et les institutions contraires aux droits de la femme et trouver des stratégies adaptées pour y faire face; b) mettre en place des ressources et des stratégies de renforcement des capacités pour et avec les défenseurs des droits de la femme et les organisations et mouvements de défense des droits de la femme afin de renforcer l'impact global de l'Association; c) nouer des alliances entre femmes de tous âges, dans tous les secteurs et toutes les régions, ayant des spécialités diverses et appartenant à divers mouvements sociaux et diverses communautés, afin de renforcer le mouvement de défense des droits de la femme; d) inciter les organisations internationales et les acteurs internationaux à adopter une démarche plus résolue (allant au-delà de simples engagements) pour faire progresser les droits de la femme partout dans le monde.

Avec son Plan stratégique pour 2006-2010, l'Association a réorganisé ses thèmes d'action en six grandes initiatives stratégiques : information sur les droits de la femme, Forum de l'Association, résistance au fondamentalisme religieux, financement de la promotion des droits de la femme, développement des

mouvements et organisations féministes et intervention féministe face au VIH et au sida. Le Plan stratégique comporte également deux programmes transversaux : jeunes féministes et adhésions à l'Association. En 2007, l'organisation a lancé une nouvelle initiative stratégique : « Influencer sur les acteurs et pratiques du développement en faveur des droits de la femme ».

Changements importants survenus dans l'organisation : En 2006, la Directrice exécutive ayant démissionné, l'Association a programmé une transition en douceur qui a permis à l'ancienne Directrice des programmes de lui succéder au début de 2007. Sous la direction de celle-ci, l'Association a continué de s'internationaliser et de diversifier son champ d'action et son influence. Entre 2005 et 2008, ses membres se sont également diversifiés et leur nombre a fortement augmenté, surtout au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. L'Association attribue cette augmentation aux activités de sensibilisation menées dans ces régions dans le cadre de deux grandes manifestations : a) la réunion de stratégie sur la mobilisation de ressources pour les organisations et mouvements de défense des droits de la femme du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, coorganisée par l'Association et le Fonds mondial pour les femmes à Marrakech en 2008; et b) le Forum 2008 de l'Association, organisé sur le thème « Le pouvoir des mouvements » au Cap. Sur le plan de la levée de fonds, 2008 a été une année record, puisque l'Association a obtenu des subventions de plus de 30 donateurs, dont la plus importante subvention pluriannuelle jamais obtenue auprès du Fonds MDG3, ce qui est pour elle un motif de joie et de fierté.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : Plusieurs membres du personnel de l'Association ont participé au Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social, au Siège de l'ONU à New York, en 2008.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège : On trouvera ci-après une liste de grandes manifestations auxquelles ont participé des représentants de l'initiative IDeA (Influencer les acteurs et la pratique du développement en faveur des droits de la femme) de l'Association. Il ne s'agit toutefois pas d'une liste exhaustive, les membres de l'Association participant à un nombre important de conférences, de forums et de réunions dans le domaine des droits de la femme. Parmi les manifestations les plus importantes organisées par l'Association au cours de la période 2005-2008, on peut citer les suivantes : a) dixième forum international de l'Association sur les droits de la femme et le développement, sur le thème « How does change happen? » (Comment faire évoluer la situation?) (Bangkok, octobre 2005); b) réflexions sur le mouvement international des femmes, 10 ans après Beijing (Washington, mai 2005) : l'Association a coorganisé ce dialogue interculturel sur la condition de la femme dans un monde en pleine mutation, au cours duquel ont été abordées les difficultés liées aux nouvelles réalités technologiques, économiques, culturelles et politiques; c) Commission de la condition de la femme (New York, février-mars 2006) : l'Association a coorganisé une table ronde sur le thème « Où est l'argent pour les droits des femmes? »; d) Argent et mouvements (Querétaro, Mexique, novembre 2006) : l'Association a organisé cette réunion pour permettre aux participants d'échanger des informations et des analyses sur le financement de la promotion des droits de la femme, de

discuter ouvertement de la façon dont les féministes et les défenseurs des droits de la femme doivent redéfinir leur rapport à l'argent et au financement, et d'ouvrir un espace de réflexion stratégique sur les moyens de mobiliser plus de ressources pour financer les activités des travaux des organisations et mouvements féministes; e) onzième forum international de l'Association, sur le thème : « Le pouvoir des mouvements » (Le Cap, Afrique du Sud, novembre 2008). Ce forum a été un immense succès, attirant une participation record de 1 900 participants en provenance de plus de 140 pays.

Manifestations organisées par les organismes des Nations Unies et autres manifestations internationales : a) Commission de la condition de la femme (New York, février-mars 2007) : la Directrice exécutive de l'Association a pris la parole à l'occasion de deux tables rondes intitulées « Financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes » et « Réforme de l'ONU et égalité hommes-femmes : où en est-on? »; b) Forum du développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, Paris, mai 2008) : l'Association a clairement expliqué pourquoi elle s'opposait à toutes les politiques conditionnelles et pourquoi il fallait hausser le niveau du débat; c) dix-septième Conférence internationale sur le sida (Mexico, août 2008) : des représentants de l'Association ont pris la parole à la séance intitulée : « Des promesses aux actes : femmes, financement et VIH/sida »; d) Commission de la condition de la femme (New York, février-mars 2008) : la Directrice exécutive de l'Association a pris la parole à la session intitulée : « Principales initiatives de financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ».

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement : De 2005 à 2008, l'Association a mené ses activités en s'inspirant largement des objectifs du Millénaire pour le développement : a) information sur les droits de la femme : en 2006, l'Association a rassemblé ses diverses activités de production d'informations au sein d'une initiative d'information sur les droits de la femme, l'objectif étant de continuer de fournir des informations nombreuses et diverses pour lesquelles elle est connue tout en commençant à mener un travail plus approfondi sur certaines questions clés. L'objet de cette initiative recoupe bon nombre des objectifs du Millénaire, puisqu'elle vise à contribuer à la connaissance et à la compréhension des forces qui s'opposent aux droits de la femme, notamment la pauvreté, les problèmes de santé et l'accès insuffisant à l'éducation. En juillet 2008, l'Association a lancé son nouveau site Web (awid.org), qui offre un accès rapide à des informations en anglais, en espagnol et en français, notamment à des milliers d'articles portant sur un large éventail de questions en rapport avec les droits de la femme, des analyses approfondies, des outils pratiques destinés aux défenseurs des droits de la femme et des actualités et mises à jour quotidiennes; b) influencer les acteurs et la pratique du développement en faveur des droits de la femme : l'initiative IDeA, qui recoupe les troisième et dixième objectifs du Millénaire, vise i) à influencer sur les acteurs, politiques et pratiques du développement en faveur des droits de la femme en promouvant une analyse féministe des rapports entre le développement et les droits de la femme; et ii) à faire le lien entre d'une part les débats théoriques sur le développement et la nécessité de paradigmes de substitution et d'autre part les expériences concrètes, les enseignements tirés de l'expérience et l'analyse de ces questions sous l'angle des droits de la femme. Une grande partie des travaux menés dans le cadre de cette initiative au cours de la période considérée

ont servi, dans une large mesure, à préparer la participation de l'Association au troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, que l'OCDE a organisé à Accra en septembre 2008. L'Association a collaboré avec d'autres organisations de la société civile à cet égard, renforçant son partenariat avec le Réseau sur l'égalité hommes-femmes (GENDERNET) et participant à des réunions cruciales.

En collaboration avec ses principaux partenaires, l'Association a mené diverses actions de sensibilisation et de mobilisation en faveur de la prise en compte de l'égalité des sexes et des droits de la femme dans la réflexion sur l'efficacité de l'aide : a) elle a coorganisé avec Women in Development Europe (WIDE) la première série de consultations internationales sur les organisations féminines, les réseaux féminins et l'efficacité de l'aide (Ottawa, février 2008); b) en sa qualité de membre du groupe consultatif de la société civile auprès du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE, elle a participé à plusieurs réunions et à la rédaction de documents communs, en faveur de la prise en compte des droits de la femme dans les documents publiés dans le cadre du processus; c) elle a coorganisé le Forum des femmes d'Accra avec des organisations ghanéennes de défense des droits de la femme et d'autres partenaires clefs, en prélude au Forum de la société civile et au Forum de haut niveau (en août 2008); d) elle a mobilisé des associations de femmes de diverses régions et favorisé l'établissement de liens et d'alliances en vue du Forum des femmes d'Accra, qui s'est tenu la veille du Forum de haut niveau.

3. International Justice Mission

(Statut consultatif spécial : 2005)

I. Introduction

Objectif de l'organisation : International Justice Mission (IJM) est une organisation de défense des droits de l'homme basée aux États-Unis et dotée de 14 bureaux à l'étranger. Son objectif est de collaborer avec les gouvernements pour aider les victimes de violations des droits de l'homme à faire valoir leurs droits et à se réinsérer et contribuer à ce que les auteurs de ces violations soient poursuivis par les autorités nationales. L'organisation dispose de bureaux en Inde, au Cambodge, en Thaïlande, aux Philippines, au Rwanda, au Kenya, en Ouganda, dans l'État plurinational de Bolivie et au Guatemala, dans lesquels elle emploie principalement du personnel local.

Changements importants survenus dans l'organisation : Durant la période à l'examen (2005-2008), le principal changement a été la création de plusieurs bureaux locaux, notamment à Kigali, à Cebu (Philippines), à Guatemala, à La Paz et deux en Asie du Sud. L'autre grande nouveauté a été la création de deux « bureaux affiliés » au Canada et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ces bureaux, entités de droit local, sont une source d'information sur les questions de justice internationale dans les pays où ils se trouvent. Le troisième changement est qu'IJM a accru l'appui qu'elle apporte aux gouvernements pour les aider à établir des systèmes judiciaires durables et efficaces, notamment en fournissant une formation aux forces de police de plusieurs pays. L'organisation a aussi apporté une assistance considérable à d'autres composantes du système judiciaire, notamment au ministère public. Ainsi, au Guatemala, son équipe locale formée de cinq Guatémaltèques lutte contre les violences sexuelles faites aux enfants en menant des

enquêtes et en engageant des poursuites. En 2008, une bonne moitié des condamnations prononcées au Guatemala pour ce type de crime concernaient des poursuites engagées par l'organisation. Pour renforcer cette action, l'organisation apporte une aide substantielle aux autorités guatémaltèques, notamment en formant du personnel médical de l'État à l'examen médico-légal des enfants victimes de viol. L'accent mis par l'organisation sur la collaboration avec les autorités judiciaires apparaît dans la nouvelle version de l'énoncé de sa mission, selon lequel « Internal Justice Mission a pour mission de protéger la population de la violence de l'injustice en portant secours aux victimes, en assurant leur réinsertion et en veillant à ce que le système judiciaire fonctionne pour les pauvres ». La version précédente de l'énoncé de mission mettait l'accent sur l'action caritative, en ces termes : « Internal Justice Mission est une organisation chrétienne qui, sous la direction de spécialistes des droits de l'homme, aide à l'étranger les populations victimes de l'injustice et de l'oppression qui ne peuvent pas compter sur l'aide des autorités de leur pays. L'organisation consigne et surveille les cas d'atteinte aux droits de l'homme et d'oppression, sensibilise l'Église et le grand public à ces réalités et les engage à intervenir en faveur des victimes. » Le nouvel énoncé de mission a été adopté en 2008.

Modifications de la structure de l'organisation : Le règlement du Conseil d'administration de l'organisation a été modifié, compte tenu de la création de bureaux affiliés et de l'évolution de la mission de l'organisation.

Évolution financière : International Justice Mission a poursuivi sa croissance financière entre 2005 et 2008. En 2005, l'organisation enregistrait 10,9 millions de dollars de recettes. En 2008, ce chiffre est passé à 21,2 millions de dollars.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : L'organisation n'a pas assisté à beaucoup de grandes conférences et d'autres manifestations organisées par le Conseil économique et social ou ses organes subsidiaires parce qu'elle s'est attachée en priorité à fournir des services aux pauvres. Elle n'assiste qu'aux réunions organisées dans les pays où elle est présente et à celles ayant un rapport direct avec ses travaux, telles que celles organisées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur la question de la traite des êtres humains.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège : IJM a contribué aux activités des organismes des Nations Unies en aidant les gouvernements à rapprocher l'administration du droit national des normes de l'ONU relatives aux violences sexuelles, à la traite des êtres humains, à l'esclavage, à la détention illégales et au droit des femmes à l'héritage. Ces activités ont non seulement amélioré les conditions de vie des personnes dont l'organisation s'est directement occupée, mais aussi renforcé les capacités des gouvernements, ce qui bénéficie à l'ensemble de la population. International Justice Mission œuvre en faveur de la réalisation des objectifs de développement des Nations Unies en venant en aide aux victimes d'atteintes aux droits de l'homme internationalement reconnus et en aidant certains des pays les plus pauvres à assurer la primauté du droit. En 2008, ses bureaux d'Asie du Sud ont mené, en collaboration avec l'UNICEF, un travail de formation important sur la question du travail forcé. En 2007, International Justice Mission a fourni à l'Office des Nations Unies contre

la drogue et le crime des mémoires et des notes en vue de l'élaboration des consignes générales de l'Office en matière de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et a invité des organisations non gouvernementales et l'Office à une réunion de consultation sur le sauvetage, la prise en charge et le rapatriement des victimes. Toujours en 2007, le Directeur des bureaux d'IJM en Asie du Sud a assisté, sur invitation, à la Conférence régionale sur la traite des êtres humains organisée par l'Office à New Delhi.

De 2004 à 2006, IJM a fait partie, au Cambodge, d'une coalition d'organisations assurant des formations à la police, sous la direction du Projet interorganisations des Nations Unies sur la traite des êtres humains et de l'UNICEF. En 2006, le Directeur régional d'IJM pour l'Asie du Sud-Est s'est exprimé lors d'une conférence parrainée par l'UNICEF, sur l'adaptation des tribunaux aux besoins des enfants et la préparation des victimes-témoins au Cambodge. Le Directeur du bureau cambodgien d'IJM a assisté à la réunion de l'Initiative ministérielle coordonnée du Mékong contre la traite des personnes, organisée à Vientiane. Tout comme le Directeur du bureau de Cebu, il a été l'un des intervenants de l'atelier sur les descentes de police organisé dans le cadre du Projet interorganisations des Nations Unies sur la traite des êtres humains.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement. Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel. Même si protéger les pauvres à l'aide de l'état de droit n'est pas l'un des objectifs du Millénaire pour le développement, il existe des rapports étroits entre les activités d'IJM dans ce domaine et plusieurs de ces objectifs. Par exemple, sa collaboration avec les gouvernements d'Asie du Sud en vue du recensement, de la libération et de la réinsertion des victimes du travail forcé concerne directement l'objectif 2, relatif à l'éducation. Au cours des trois années considérées, les programmes de prise en charge d'IJM, en Asie du Sud, ont permis de venir en aide à 380 enfants d'anciennes victimes du travail forcé. Parmi ces enfants, 198 ont été placés dans des écoles par l'équipe d'IJM, en collaboration avec les autorités.

Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. De même, les services d'assistance juridique assurés par IJM en Afrique subsaharienne ont un rapport direct avec l'objectif du Millénaire relatif au VIH/sida, IJM fournissant ces services à des veuves et des orphelins dont beaucoup ont perdu un proche à cause du VIH/sida. Au Rwanda, en Ouganda et en Zambie, les bénéficiaires de son action sont des veuves et des orphelins dont les biens ont été saisis illégalement. IJM les aide à récupérer leurs biens et, dans le cadre de sa prise en charge, à accéder aux services de santé, notamment en matière de prévention et de traitement du VIH/sida. De 2005 à 2008, IJM a fourni une assistance de ce type à 489 bénéficiaires.

4. Mata Amritanandamayi Math

(Statut consultatif spécial : 2005)

I. Introduction

Objectifs et programme d'action principal de l'organisation : Mata Amritanandamayi Math (M.A. Math) est une fiducie caritative publique et organisation non gouvernementale fondée en 1988 et dont le siège est à Kollam, dans l'État du Kerala (Inde). Elle gère plusieurs institutions caritatives qui viennent en aide aux groupes les plus désavantagés de la société en leur fournissant une aide au développement, une aide économique et médicale, ainsi que des moyens d'enseignement par le biais de programmes portant sur l'éducation, l'environnement, les soins de santé, les droits des autochtones, l'égalité des sexes, l'élimination de la pauvreté, les secours d'urgence et toute une série d'autres activités caritatives. En 2008, M.A. Math a été accréditée auprès du Département de l'information des Nations Unies. Au cours de la période 2005-2008, première période d'examen quadriennal, aucun élément nouveau n'a substantiellement modifié la vision ou le fonctionnement de l'organisation s'agissant de son orientation, de son programme ou du champ de ses activités.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : Au cours de la période à l'examen, M.A. Math a progressivement élargi et renforcé ses liens avec l'Organisation, participant à des conférences et des séminaires mondiaux ainsi qu'à des réunions d'organes des Nations Unies s'occupant de toute une gamme de questions telles que les droits de l'homme, la condition de la femme, l'environnement, les enfants et le développement durable. Elle a fourni des informations, participé aux débats et présenté des déclarations : a) à la Commission du développement durable, en mai 2008, au Siège de l'Organisation à New York, parrainant notamment un projet d'aide aux agriculteurs dont l'objet est de fournir une éducation et une formation aux proches des exploitants agricoles qui se suicident. La Commission a reconnu cette activité en tant que partenariat officiel du secrétariat de la Commission en faveur du développement durable. Un document et une présentation PowerPoint ont servi de base à une table ronde au Salon du partenariat. Un stand d'information proposait des publications. Pendant la session, de grands groupes ont fait campagne, et la question du suicide chez les agriculteurs dans le monde a été évoquée en séance pendant deux journées consécutives et incluse dans la déclaration de clôture de l'important groupe d'organisations non gouvernementales; b) aux manifestations organisées par le Département de l'information et les organisations non gouvernementales au Siège de l'Organisation à New York de 2005 à 2008. L'organisation a assisté aux exposés hebdomadaires, ainsi qu'aux conférences annuelles de 2005, 2006 et 2008. En outre, en septembre 2008, ses représentants ont siégé aux comités de planification et de liaison pour la conférence au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à Paris.

Autres exemples de participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies : M.A. Math a participé au Siège de l'Organisation, à New York a) en septembre 2005, aux manifestations de la Journée internationale de la paix; b) en juin 2005, à la Conférence sur la coopération œcuménique pour la paix; c) en

avril 2008, à l'examen ministériel annuel et au Forum des ONG, où elle a présenté une documentation sur les pratiques optimales issues du projet Rivages verts, dans le cadre duquel des espèces indigènes d'arbres ont été plantées le long du littoral ravagé par le tsunami pour enrayer l'érosion des côtes.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège : M.A. Math n'a pas encore de partenariats particuliers avec l'Organisation des Nations Unies mais cherche activement à établir une collaboration.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement :
Aide humanitaire et secours en cas de catastrophe : inondations de Mumbai (Inde, en 2005) : M.A. Math a dispensé des soins médicaux à 50 000 rescapés et leur a apporté pour 1 million de dollars de médicaments, de vivres, d'ustensiles de cuisine, de couvertures et de vêtements. Séisme au Cachemire (2005) : des équipes de secours bénévoles ont acheminé des vivres, des couvertures et des fournitures. Inondations dans l'État du Gujarat (Inde, 2006) : M.A. Math a fourni des soins médicaux et des fournitures médicales en grande quantité. Inondations dans l'État du Bihar (Inde, 2008) : M.A. Math a obtenu des promesses de dons à hauteur de 465 000 dollars des États-Unis, dispensé des soins médicaux spécialisés et généraux à 500 personnes par jour et fourni un logement temporaire à 1 500 personnes.

Objectif 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim. L'organisation s'emploie particulièrement à répondre aux besoins des populations rurales pauvres, des populations tribales et des personnes démunies en Inde par des programmes éducatifs à l'intention des jeunes et des adultes, des campagnes de désintoxication, des programmes d'alphabétisation, des programmes itinérants de formation sur l'hygiène de base et d'autres activités. Cible 1: réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour. Des pensions sont versées à 100 000 veuves et handicapés mentaux ou physiques. Cible 2 : assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun de trouver un travail décent et productif. Le programme Amrita pour l'autonomie, l'éducation et l'emploi au Kerala et au Tamil Nadu (Inde) a aidé des chômeurs et des démunis à monter leurs petites entreprises, notamment en fournissant une formation professionnelle à 5 000 groupes autogérés de femmes venant de familles agricoles pauvres. Un an après la mise en place de ce programme en septembre 2007, 3 000 groupes autogérés Amrita avaient été constitués et plus de 1 500 groupes avaient obtenu des prêts. Le Centre de formation industrielle du Kerala a formé 500 adolescents à 11 métiers. En 2005, ces élèves ont obtenu les meilleures notes au concours national des corps de métier dans deux catégories. Cible 3: réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. L'organisation fournit chaque année des repas gratuits à plus de 2 millions de personnes en Inde.

Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel. M.A. Math a mis en place un réseau national de plus de 50 écoles primaires réparties dans toute l'Inde et fourni 30 000 bourses (par rapport à un objectif de 100 000) à des enfants d'agriculteurs vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les États du Maharashtra, d'Andhra Pradesh, du Karnataka et du Kerala. De nombreux bénéficiaires étaient orphelins à la suite du suicide de l'un des parents ou des deux. Ces enfants, âgés de 10 à 15 ans, ont reçu une allocation mensuelle jusqu'à la fin de leurs études. L'Institut Amrita est l'une des rares écoles au Kerala à avoir des méthodes d'enseignement scientifique permettant à des enfants malentendants d'apprendre à

parler. Plus de 100 enfants ont fréquenté l'internat et le taux de réussite est de 100 % à l'examen de fins d'études secondaires. L'orphelinat Amrita Niketan au Kerala accueille à tout moment plus de 600 filles et garçons, dont la moitié viennent de communautés tribales pauvres. Les enfants vont à l'école près de l'orphelinat. Plus de 35 % d'entre eux font ensuite des études supérieures entièrement subventionnées par M.A. Math. Il existe également dans 10 villages des centres d'enseignement primaire non institutionnels permettant aux enfants des tribus d'aller à l'école.

Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

M.A. Math aide les femmes et leur autonomisation en leur assurant des chances égales sur le plan de l'enseignement et de la formation, des régimes de retraite et des possibilités de logement. De nombreuses femmes des bidonvilles ont bénéficié des projets de logements gratuits. M.A. Math dispose en outre d'un foyer où les femmes peuvent loger en toute sécurité. Cérémonies de mariage : depuis des décennies, M.A. Math parraine des mariages gratuits et sans dot pour les couples pauvres, leur fournissant tout le nécessaire pour une cérémonie traditionnelle. Les femmes (et les hommes) reçoivent des conseils juridiques gratuits grâce à un réseau de juristes bénévoles.

Objectif 4 : réduire la mortalité infantile. L'Institut Amrita des sciences médicales, établissement hospitalier à but non lucratif disposant de 1 300 lits et géré par M.A. Math, accueille les mères et les bébés à haut risque dans son service d'obstétrique et de gynécologie. Son unité de soins néonataux intensifs est la seule du sud de l'Inde spécialisée dans l'amélioration des chances de survie des bébés prématurés. Ses experts ont un taux de réussite remarquable (80 %) de maintien en vie de bébés pesant à peine 700 grammes à la naissance. Cette unité de 10 lits assiste 400 à 500 naissances par an. Les unités mobiles de l'Institut ont permis de mener de vastes programmes de vaccination infantile dans les zones rurales.

Objectif 5 : améliorer la santé maternelle. La faculté de médecine Amrita enseigne des compétences de base en obstétrique et en premiers secours à des non-professionnels qualifiés et à des membres des tribus qui ont ensuite transmis ces compétences dans leurs communautés. Dans les zones tribales, on enseigne aux femmes la planification familiale. Certaines mères ayant perdu des enfants dans le tsunami avaient recouru à la ligature des trompes comme méthode de contraception permanente. M.A. Math leur offre la possibilité de renverser l'opération. L'intervention a été réalisée avec succès sur six femmes à l'hôpital de l'Institut Amrita. M.A. Math a pris en charge toutes les dépenses.

Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. De 2005 à 2008, l'Institut Amrita des sciences médicales et les autres établissements de soins gérés par M.A. Math ont soigné plus d'un million de patients. Le Centre sida du Kerala a fourni des soins en établissement et des services d'hospice aux personnes atteintes du VIH/sida. Le Service des maladies infectieuses de l'Institut traite de nombreuses pathologies. Le programme d'amélioration des conditions de vie des prostituées s'est concentré sur la prévention du VIH chez les femmes et les filles victimes de traite et d'exploitation sexuelle. Services à la collectivité : des unités de soins mobiles et de sensibilisation à la santé de l'Institut se sont rendues dans les tribus et les banlieues du Kerala et, à l'aide de la télé-médecine, des véhicules médicalisés, de consultations et de médicaments gratuits, des centaines d'habitants des villages tribaux ont reçu une formation d'agents sanitaires.

L'organisation dispose également d'ambulances pleinement équipées pour les régions reculées et mène des projets d'information ciblés sur la prévention du diabète, son centre ayurvédique, son hôpital et son centre de recherche.

Objectif 7 : préserver l'environnement. Les pratiques écologiques durables sont la norme dans tous les établissements de M.A. Math. Cible 1 : intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance à la déperdition des ressources naturelles : M.A. Math offre des conseils juridiques gratuits à 1 000 juristes bénévoles s'occupant de questions liées à l'environnement et aux droits de l'homme en Inde. Cible 2 : réduire l'appauvrissement de la diversité biologique et en ramener le taux à un niveau sensiblement plus bas d'ici à 2010 : Horticulture Amrita – grâce à l'Université d'Amrita et à une subvention du Gouvernement indien, plusieurs plantations d'herbes élimineront les écotoxicités. Le projet comporte trois réserves de plantes médicinales, une agriculture intensive, une pépinière et huit centres de ressources assistés par satellite et s'étend sur 4,8 hectares. Il vise à préserver les écosystèmes des côtes, des forêts et des régions centrales. Une campagne nationale de reboisement menée avec le Département des forêts du Kerala a permis de planter 400 000 arbres d'espèces indigènes en Inde. GreenFriends mène des activités écologiques et des programmes de sensibilisation dans le monde entier. Cible 3 : réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement : en mai 2007, M.A. Math a donné environ 33 lakhs (3,3 millions de roupies, environ 85 000 dollars des États-Unis) pour approvisionner en eau potable 7 100 familles vivant en dessous du seuil de pauvreté à Chavara et à Panmana Panchayats, dans le district de Kollam, au Kerala. À l'hôpital de l'Institut Amrita, l'eau est entièrement recyclée et récupérée. Cible 4 : améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis. Construction de logements pour les sans-logis et les habitants des taudis : 30 500 logements construits sur un total de 125 000 prévus, bénéficiant de services collectifs de distribution, notamment d'eau courante et de l'évacuation des eaux usées, et de la présence d'écoles et de magasins.

5. Peace Worldwide

(Statut consultatif spécial : 2005)

I. Introduction

Objectifs de l'organisation : Utiliser l'enseignement pour sensibiliser les personnes à leurs droits et leurs obligations; empêcher les violations des droits de l'homme et fournir une assistance, notamment juridique, aux personnes qui en sont victimes; enquêter sur les violations des droits de l'homme signalées et non signalées et sur les allégations de violations; fournir des services de première nécessité tels que l'eau potable ainsi que des secours médicaux et des dots aux jeunes filles pauvres et sans ressource; mener des projets d'évacuation des eaux usées et d'autres projets de développement rural; contribuer à empêcher la pollution de l'environnement et œuvrer en faveur du développement durable; éduquer les jeunes et les femmes et les sensibiliser à la lutte contre la toxicomanie et le VIH/sida; collaborer avec les organisations nationales et internationales et les groupes et personnes engagés dans la promotion des droits de l'homme et participer

aux réunions et conférences sur les droits de l'homme tant dans le pays qu'à l'étranger et obtenir l'abolition de la loi sur le blasphème au Pakistan.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : En 2008, Peace Worldwide n'a pas été en mesure de participer à beaucoup de conférences car son personnel a concentré ses efforts sur une affaire de démolition d'église, avec le Ministère des droits de l'homme du Pakistan.

Peace Worldwide a participé précédemment à plusieurs réunions au Siège de l'ONU à New York : a) séances de l'Assemblée générale consacrées à la société civile, en juin 2005; b) Forum du développement, du Département des affaires économiques et sociales, mai 2006; c) séance d'information de l'Assemblée générale à l'intention des représentants des ONG, des organisations de la société civile et du secteur privé, juin 2005; d) sixième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, février 2006; e) quatorzième session de la Commission du développement durable, mai 2006; f) huitième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées, août 2006; g) réunion intergouvernementale préparatoire et cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, février-mars 2007; h) quinzième session de la Commission du développement durable, avril-mai 2007.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège : Peace Worldwide s'est occupé de plusieurs questions touchant les droits de l'homme et les droits des minorités au Pakistan. En tant qu'organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, elle a fourni des informations et des rapports à des entités telles que l'Organisation des Nations Unies, le Département d'État des États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, notamment sur les affaires suivantes :

2005 : a) À Taxila, dans la province du Panjab (Pakistan), ville où vivaient des chrétiens et des musulmans, des fondamentalistes ont érigé un mur pour séparer les uns des autres. Peace Worldwide a rétabli l'entente avec l'aide de quelques universitaires chrétiens et musulmans et détruit ce mur; b) un chrétien vivant dans un bidonville a été arrêté sans que ce fait soit enregistré par la police d'Islamabad et torturé à mort. Une équipe de Peace Worldwide s'est rendue au commissariat de police où l'homme était décédé, a insisté pour qu'un procès-verbal soit dressé contre les policiers en cause et a obtenu leur arrestation.

2006 : a) En mai, Peace Worldwide a fait pression sur les autorités pénitentiaires pour qu'elles retrouvent le dossier d'un détenu sud-africain impliqué dans un délit de drogue. On a constaté alors qu'il avait purgé sa peine depuis deux ans. Peace Worldwide lui a fourni une assistance juridique et obtenu un billet d'avion avec l'aide de l'Ambassade de l'Afrique du Sud à Islamabad. Il est maintenant dans son pays et se tient à l'écart des drogues; b) en juin, dans la prison d'Adiala, à Rawalpindi, les autorités pénitentiaires ont sorti trois prisonniers d'une cellule et les ont emmenés dans un lieu isolé de la prison, où ils ont été battus sauvagement, au point que l'un d'entre eux a eu la jambe fracturée. Ils ont été privés de soins et placés en régime cellulaire. Un autre prisonnier (souffrant de l'hépatite B) a été également battu en rentrant d'une audience au tribunal, parce

qu'il avait osé dénoncer le comportement sordide des autorités pénitentiaires. Ces dernières ont confisqué les draps et les couvertures des prisonniers, les forçant à dormir à même le sol. Peace Worldwide est intervenue immédiatement et a visité la prison. Avec l'aide des autorités concernées, les victimes ont reçu des soins médicaux et des couvertures; c) en avril, la fille d'un homme âgé a été tuée par un gang notoire de tueurs et la police n'a pas osé dresser un procès-verbal contre lui. Peace Worldwide a eu vent de l'affaire, fait pression sur les autorités pour qu'elles dressent procès-verbal et fourni une assistance juridique; d) un homme avait été enlevé par des extrémistes et emmené dans le nord du Pakistan. Peace Worldwide a contacté de hauts responsables du Gouvernement, ce qui a permis d'arrêter les ravisseurs. L'homme a été libéré et est vit maintenant parmi les siens; e) une fille de 9 ans a été violée par un homme d'une famille riche et puissante. La police n'a pas osé dresser procès-verbal contre lui. Peace Worldwide a contacté les autorités, fait pression sur la police pour qu'elle dresse procès-verbal, hébergé la fille et sa famille et assuré leur sécurité.

Peace Worldwide a été active pendant des années dans la prison d'Adiala, à Rawalpindi, créant en 2007-2008 une église pour les chrétiens, et distribuant aux fêtes chrétiennes (Noël et Pâques) et aux fêtes musulmanes (Eid el-Kebir et Eid el-Saghir) des vêtements chauds, des chaussures, des chaussettes et des bonbons à tous les prisonniers, ainsi que des livres et des jouets aux enfants emprisonnés avec leurs mères.

2007 : a) Pour faire face au manque de liberté religieuse au Pakistan, Peace Worldwide a organisé un groupe de discussion avec des représentants du Gouvernement et des universitaires musulmans. Le Gouvernement a fourni un terrain en vue de la construction d'une église pour les habitants d'un bidonville; b) en septembre, un chrétien de Faisalabad a été arrêté et accusé abusivement de blasphème. Lui et les membres de sa famille ont été battus et sa vie était en danger. Peace Worldwide a hébergé sa famille et demandé aux autorités de mener une enquête en bonne et due forme et d'assurer la sécurité de la victime; c) en juin, un bidonville du secteur G-8 d'Islamabad était sur le point d'être démoli par l'autorité de développement des biens immobiliers. Peace Worldwide est immédiatement intervenue pour arrêter sa destruction. Des hauts responsables ont été contactés et ont régularisé la situation; d) en mai, la fille d'un homme âgé a été enlevée et forcée d'épouser son ravisseur. Peace Worldwide est intervenue et, avec l'aide de la police, la fille a été libérée et les ravisseurs ont été punis. L'organisation a fourni une assistance juridique et hébergé la fille.

2008 : a) En août, un couple de chrétiens a été accusé abusivement de blasphème. Des islamistes ont tenté de tuer les victimes. Peace Worldwide a saisi de l'affaire le Ministère des droits de l'homme du Pakistan. La question a été réglée en janvier 2009, les victimes prêtant serment sur la Bible. Elles vivent à nouveau une vie normale; b) toujours en août, une église de Chak Shehzad a été démolie par l'autorité de développement des biens immobiliers. Peace Worldwide a contacté de hauts responsables du Gouvernement, l'église a été reconstruite, et une conférence œcuménique y a été organisée.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement : Peace Worldwide a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire au Pakistan :

Objectif 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim. Cible 1 : réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim et de l'extrême pauvreté. Mesures prises : a) 98 567 enfants ont été nourris et reçu une aide nutritionnelle; b) 1 000 enfants ont reçu de la farine dans le cadre d'une distribution aux habitants pauvres des bidonvilles; c) 1 582 personnes ont reçu des bouteilles de gaz gratuites dans les bidonvilles; d) 77 745 pauvres ont reçu des vêtements et des chaussures lors de distributions; e) des chaises roulantes ont été données à 953 handicapés démunis;

Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel. Cible 1 : donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. Mesures prises : a) distribution de livres à 2 785 enfants; b) formation de 1 283 enseignants; c) rénovation de 425 écoles; d) enseignement dispensé à 6 970 enfants grâce à l'envoi dans les bidonvilles des professeurs formés; e) dons de livres à 15 650 élèves de diverses écoles; f) dons de livres à 10 458 enfants dans les prisons; g) création de 45 écoles primaires dans les bidonvilles;

Objectif 5 : améliorer la santé maternelle. Mesures prises : a) envoi dans les bidonvilles de 11 595 agentes formées dans le domaine de la santé; b) organisation de 184 séminaires portant sur la santé, les soins et l'hygiène maternels; c) création de 342 petits centres de santé;

Objectif 7 : préserver l'environnement. Cible 3 : réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement de base. Mesures prises : a) mise en place de 1 974 filtres à eau dans les écoles et les bidonvilles; b) 30 124 opérations d'enlèvement des déchets et des détritiques des bidonvilles; c) comblement de 1 465 fossés remplis d'eau sale dans les bidonvilles; d) sensibilisation de 42 566 personnes aux maladies provoquées par la saleté et les déchets; e) fourniture de 3 666 pièces de matériel aux agents des services d'assainissement.

Activités menées à l'appui de principes universels : Peace Worldwide a organisé plusieurs séminaires et rassemblements pour la paix : a) un rassemblement en mars 2007, auquel ont participé des milliers de personnes et les membres de Peace Worldwide; b) un séminaire de sensibilisation des jeunes au VIH/sida à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, le 1^{er} décembre 2008. Des jeunes de différents quartiers de Karachi, de Lahore, d'Islamabad, de Wah et de Taxila y ont participé, tout comme de nombreux membres de Peace Worldwide; c) un programme de 20 jours sur les droits de l'homme en décembre 2008, dans le cadre de la Journée des droits de l'homme (célébrée le 10 décembre); d) un rassemblement pour la paix le 14 décembre 2008, au cours duquel le Ministre des droits de l'homme du Pakistan et le directeur national de Peace Worldwide ont pris la parole devant des milliers de personnes; e) un séminaire organisé à l'occasion de la Journée des droits de l'homme avec la participation du Ministre des droits de l'homme du Pakistan et un débat sur tous les problèmes des droits de l'homme auxquels font face les Pakistanais. Des personnes de tous les horizons ont pu faire part de leurs problèmes au Ministre et aux représentants de Peace Worldwide; f) plusieurs réunions ont été organisées à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, ce qui a permis au Ministre des droits de l'homme et au directeur national de Peace Worldwide d'avoir un échange de vues sur les droits de l'homme et les violations de ces droits dans différentes régions du monde; g) l'organisation a participé à un séminaire organisé par la Commission pakistanaise des droits de l'homme sur l'éducation et la liberté religieuse et à un débat sur la liberté religieuse

au Pakistan; h) Peace Worldwide a suggéré que tous les livres de l'enseignement primaire soient fournis gratuitement aux enfants pauvres.

6. Centre philippin d'information sur les droits de l'homme

(Statut consultatif spécial : 2001)

I. Introduction

Le Centre philippin d'information sur les droits de l'homme est un centre de recherche et d'information de l'Alliance philippine des défenseurs des droits de l'homme (Philippine Alliance of Human Rights Advocates, PAHRA). Ses principaux objectifs sont de faire mieux comprendre au public et aux organisations membres de l'Alliance les questions relatives aux droits de l'homme, de renforcer les compétences des organisations non gouvernementales et des collectivités locales en matière de surveillance des droits de l'homme et d'établissement de rapports, et de diffuser des informations et des outils auprès des organisations non gouvernementales et des collectivités locales. Ces objectifs sont accomplis dans le cadre des programmes institutionnels de l'organisation, à savoir, la recherche, l'éducation, la formation, l'information, la surveillance et l'établissement de rapports en matière de droits de l'homme. Un nouveau programme a été mis en place en 2008, à la suite de la décision prise par le Centre de se spécialiser dans la surveillance et l'établissement de rapports en matière de violations des droits économiques, sociaux et culturels et plus précisément des droits à l'alimentation, à l'éducation, à la santé, au logement et au travail. La Charte du Centre a été modifiée au neuvième Congrès de l'Alliance en septembre 2008. Les modifications ont porté sur la composition du Conseil d'administration du Centre, qui a été réduite de 12 à 9 membres, à cause de la difficulté d'atteindre un quorum, ainsi que sur la représentation des neuf membres.

Le Centre philippin d'information sur les droits de l'homme a élargi le champ de ses activités au cours de la période considérée. Ses nouveaux projets sont les suivants :

a) **S'agissant de la participation des enfants aux conflits armés, 2003-2008** : i) Le Centre a achevé sa recherche sur le phénomène des enfants soldats aux Philippines et publié ses principales conclusions en 2005 dans un livre intitulé *Deadly Playgrounds: The Phenomenon of Child Soldiers in the Philippines*; ii) il a entrepris un projet triennal (2006-2008) portant sur le phénomène des enfants soldats et le renforcement des capacités de certains services gouvernementaux, comme suite à l'étude nationale sur les enfants soldats. Il s'agit notamment de renforcer les capacités des parties prenantes au sein de la collectivité – fonctionnaires locaux, parents, enseignants, chefs religieux et enfants – en leur donnant une formation sur les droits de l'homme, les droits de l'enfant, la Convention relative aux droits de l'enfant et les programmes relatifs aux droits de l'enfant dans deux zones de conflit du Mindanao, Aleosan (nord du Cobatabato) et Munai (Lanao del Norte);

b) **Renforcement de la résistance et de la participation des enfants vivant dans les zones de conflit du Mindanao, 2008-2009.** Il s'agit d'un projet visant à satisfaire les besoins psychosociaux des enfants touchés par les conflits armés au Mindanao grâce aux camps pour enfants dans deux zones de conflit, Aleosan (nord du Cotabato) et Munai (Lanao del Norte). Le projet vient compléter celui sur les enfants participant aux conflits armés, appuyé par Bread for the World;

c) **Surveillance et établissement de rapports en matière de violations des droits de l'homme dans les communautés minières, 2006-2010 :** i) un projet de renforcement des capacités des parties prenantes des communautés minières en matière de surveillance des droits de l'homme et d'établissement de rapports a été mené en 2006. Il s'agissait d'une formation sur les notions et principes des droits de l'homme, l'approche fondée sur les droits, la surveillance des droits de l'homme et l'établissement de rapports sur les organisations à l'intention des organisations des peuples autochtones et des autres organisations non gouvernementales touchées par les activités minières à grande échelle. Le projet a été mis en œuvre au Mindoro oriental et à Nueva Vizcaya; ii) un projet triennal (2008-2010) sur la sensibilisation aux droits de l'homme, la surveillance et l'établissement de rapports en matière de droits de l'homme, en vue d'inciter l'État à respecter ses obligations dans les communautés minières. Des observateurs membres d'organisations des peuples autochtones ont été formés à la surveillance et à l'établissement de rapports en matière de violations des droits de l'homme dans les communautés touchées par les activités minières à grande échelle et des équipes de bantay karapatan (surveillance des droits de l'homme) ont été formées parmi les observateurs qui avaient suivi une formation;

d) **Surveillance et établissement de rapports en matière de droits économiques, sociaux et culturels aux Philippines, 2008-2009.** Il s'agit d'un projet de recherche visant à établir des données de base sur la situation des droits économiques, sociaux et culturels dans une communauté urbaine et rurale, et en particulier des droits à l'alimentation, à l'eau, à la santé, au logement et au travail;

e) **Intégration des droits de l'homme et de la paix dans l'éducation secondaire en vue de renforcer les relations entre les musulmans, les chrétiens et les Lumads au Mindanao, 2008-2010.** Il s'agit d'un projet de 20 mois qui vise à donner aux enseignants des écoles secondaires du nord du Cotabato et du Maguindanao une formation en matière d'intégration de la paix et des droits de l'homme dans les programmes scolaires. Ce projet est une version plus ambitieuse d'un projet analogue mené en 2006.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

a) L'organisation a contribué à l'établissement du rapport du Réseau philippin des ONG sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de 1995 à nos jours, transmis au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies à Genève pour les délibérations sur le rapport présenté par les Philippines en tant qu'État partie au Pacte, en novembre 2008. Son représentant, Bernardo Larin, a présenté le résumé et les recommandations du rapport de l'organisation non gouvernementale à huit membres du Comité.

b) L'organisation a contribué à l'établissement du rapport parallèle de l'ONG présenté au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs

migrants et des membres de leur famille dans le cadre des réponses écrites à la liste des questions liées à l'examen du rapport initial des Philippines.

c) L'organisation a représenté l'équipe spéciale de surveillance et d'information du Fonds des Nations Unies pour l'enfance aux Philippines et a participé, en fournissant des informations, à l'établissement du rapport parallèle des ONG sur le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, en février 2008.

d) Le Directeur exécutif du Centre a participé et contribué à plusieurs activités parrainées par l'ONU telles que la consultation régionale des parties prenantes asiatiques, organisée à Bangkok en juin 2006 par le Représentant spécial chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises; et le Forum sur le programme du Sommet du Millénaire + 5 organisé à l'occasion du centenaire de Dag Hammarskjöld et parrainé par l'Équipe de pays des Nations Unies en septembre 2005 dans la ville de Makati (Philippines).
